



IDÉES/

«La Palestine, c'est l'histoire d'une dépossession, pas d'un conflit»

Le politiste Xavier Guignard publie une «enquête graphique» couvrant plus de cent ans d'histoire palestinienne, qui montre comment les propos sur Gaza de Trump, «contraires à tous les engagements internationaux», s'inscrivent dans la continuité du sort réservé à ce territoire.

Par **ADRIEN NASELLI**

Prendre les propos de Donald Trump sur le déplacement forcé des Palestiniens à la légère serait une erreur pour le politiste Xavier Guignard. Il y a

cinquans, le chercheur associé au centre Noria Research (organisme qui revendique de mener des projets «ancrés dans les réalités locales» des territoires étudiés) s'était associé avec la graphiste Ali-zée De Pin pour décrypter le premier «plan de paix pour le conflit israélo-palestinien» de Trump, 181 pages «très mal écrites» dans lesquelles figurait déjà l'exploitation de Gaza à des fins commerciales. Poursuivant leur collaboration, Guignard et De Pin viennent de publier *Comprendre la Palestine. Une enquête graphique* (les Arènes, 2025), un livre pédagogique, richement illustré qui retrace cent ans d'histoire. Dans une langue claire appuyée par des cartes et des graphiques, on mesure les privations d'un peuple confronté aux volontés d'autres dirigeants, qui «*pensent pouvoir se saisir de ce territoire et en faire ce qu'ils veulent.*

C'est pourquoi nous n'utilisons pas le terme de "conflit israélo-palestinien", dit le chercheur, qui crée l'illusion d'une équivalence. Plonger dans l'histoire de cette région, ce n'est pas plonger dans l'histoire d'un conflit, mais dans celle d'une dépossession.»

Pour *Libération*, Xavier Guignard illustre en six moments clés la continuité entre l'histoire palestinienne et les propos «*dystopiques*» de Donald Trump, «*contraires à tous les engagements internationaux possibles*».

1923-1948 MANDAT BRITANNIQUE ET ISRAËL

«Au lendemain de la Première Guerre mondiale et de la chute de l'Empire ottoman, le mandat britannique commence en 1920 avec l'arrivée d'un Haut-Commissaire. Mis en application en 1923, il a pour objectif de pérenniser l'ancrage proche-oriental du Royaume-Uni.

Or, un mandat, par définition, est censé accompagner l'autodétermination. Les Britanniques vont en fait surtout favoriser l'organisation de l'émigration juive en Palestine, car la couronne se dit qu'elle disposera ainsi d'une minorité loyale, à même de protéger ses intérêts politiques et commerciaux. A travers différentes politiques discriminatoires mises en place, les Juifs vont pouvoir développer leurs secteurs économiques et éducatifs, ainsi que des groupes armés autonomes, et donc bâtir l'architecture d'un futur Etat, contrairement à la population indigène palestinienne.

«Après une série d'émeutes palestiniennes en 1920, 1929 et 1936, des commissions sont nommées pour essayer de comprendre les ressorts de la violence. Pendant une quinzaine d'années, les Britanniques vont hésiter entre plusieurs plans, entre un Etat commun ou la partition de la Palestine mandataire. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et devant l'horreur du génocide juif, les hésitations britanniques ne sont plus audibles. Ils rendent leur mandat en 1947 à l'ONU, qui nomme un Comité spécial pour trouver une solution. A la majorité de ses membres, l'ONU opte pour le plan de partage, qui implique la dépossession de 55% de leur territoire pour les Palestiniens, au profit de la création de l'Etat d'Israël. Un découpage qui ne respecte pas la balance démographique, qui est alors de 70 % de Palestiniens. Les Britanniques quittent le territoire à la veille de la déclaration d'indépendance d'Israël, le 14 mai 1948.

«La vision de Trump est baroque, mais on pourrait y voir, cent ans plus tard, une sorte de mandat américain. Dans son discours, la captation du territoire palestinien n'est pas accompagnée d'une promesse d'autodétermination puisqu'il prône l'expulsion des Palestiniens.»

1948 LA NAKBA (LA «CATASTROPHE»)

«L'impensé de l'ONU, c'est qu'il y aura forcément des Palestiniens sur le territoire dévolu à Israël. La Nakba commence en fait avant la naissance de l'Etat d'Israël, elle est un processus. Dès l'obtention du vote de partition le 29 novembre 1947, le mouvement sioniste (comme on l'appelle avant la naissance de l'Etat d'Israël) met en œuvre, sous le nez du mandataire britannique, l'expulsion organisée des Palestiniens résidant dans ce qui sera le futur Etat d'Israël. Cette politique va conduire à chasser 750 000 personnes de chez elles, dont plus d'un tiers avant même la déclaration d'indépendance d'Israël. Une fois qu'on a vidé la terre de ses habitants, on efface la trace de leur présence en remplaçant leurs villages détruits par de nouvelles habitations ou des forêts de sapins, arbres qui n'existaient pas avant sur ce territoire.

«L'historiographie israélienne des premières décennies a mis en scène un départ volontaire des Palestiniens, qui auraient été incités par les autres pays arabes à partir. En réalité, seuls 10 % des Palestiniens – les plus riches – ont organisé leur départ. La Nakba était bien la résultante d'un plan militaire établi par les groupes armés sionistes. Il ne reste sur le territoire que 160 000 Palestiniens. La bande de Gaza, elle, accueille une population réfugiée deux fois et demie plus nombreuse que la population qui s'y trouvait avant 1948. La loi d'urgence égyptienne, qui régit alors le quotidien des Palestiniens de Gaza jusqu'en 1962, témoigne d'une volonté de les maintenir à distance de la vie sociale et politique égyptienne.

«Le projet de Trump, qui veut tout bonnement vider le territoire de sa population autochtone au profit de quelqu'un d'autre, résonne fortement avec cette période, qui

est encore commémorée tous les 15 mai.»

1967 LA NAKSA (LA «RECHUTE»)

«Après la guerre israélo-arabe de 1948-1949, le territoire israélien s'est étendu à 78 % de la Palestine mandataire. En 1967, avec la guerre des Six Jours, les pays arabes connaissent une nouvelle défaite face à Israël. Les Palestiniens paient plus que les autres alors qu'ils n'ont pas pris part à la guerre. La conséquence de la victoire israélienne est l'occupation totale des Territoires palestiniens (Gaza, Cisjordanie, et Jérusalem-Est), 300 000 Palestiniens de plus vont être chassés hors des territoires nouvellement occupés. A partir de 1967 commence aussi la colonisation, c'est-à-dire l'installation d'Israéliens civils dans les territoires occupés. Le plan de Trump s'inscrit dans cette veine: une fois que Gaza est vidé de ses habitants, on peut y envisager l'installation de colonies israéliennes.

«Cette période de l'occupation se caractérise dès ces débuts par une politique carcérale massive à l'égard des Palestiniens. En cas de procès, le prévenu est retenu coupable dans plus de 99 % des cas. Depuis 1967, 40 % d'une classe d'âge masculine fait l'expérience de la prison. C'est un système de contrôle de la population.

«En même temps, en 1973, les Palestiniens arrachent aux autres Etats arabes la reconnaissance de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) comme seule représentante du peuple palestinien. Cela leur permet d'obtenir une représentation diplomatique à la Ligue arabe, mais Israël ne reconnaîtra l'OLP que vingt ans plus tard. La question palestinienne, pour la première fois, n'est plus portée par d'autres.»

1993 LES ACCORDS D'OSLO

«Israël reconnaît à ce moment-là l'OLP comme interlocuteur légitime. L'ambition des accords est d'envisager le désengagement progressif israélien des territoires occupés. C'est le début de ce qu'on appelle le "processus de paix", mais très peu de choses ont fonctionné. L'Autorité palestinienne a été édiée. Elle est devenue un pouvoir non souverain, mais extrêmement autoritaire. Le désengagement israélien a été un leurre complet, au mieux un partage de compétence avec l'Autorité palestinienne. La colonisation a continué de manière linéaire, et les accords d'Oslo n'ont pas permis d'avancer vers l'édification d'un Etat palestinien. C'est devenu une cogestion d'occupation, plus que l'antichambre de la souveraineté.

«Donald Trump met aujourd'hui à mort les accords d'Oslo, qui rappelaient l'impératif de la solution à deux Etats. En transformant Gaza en projet immobilier au profit d'une autre nation, il remet en cause l'esprit même de cette partition. Quand on voit que Trump est même en mesure de menacer le Panama ou le Danemark, on prend conscience des limites de la force du droit dans les relations internationales.»

2007 LA DIVISION INTER-PALESTINIENNE

«En 2006, des élections législatives ont lieu dans tous les Territoires palestiniens. A la grande surprise des participants et observateurs, c'est le Hamas, parti islamiste, qui arrive en tête des résultats. Par voie de conséquence, il devait former un gouvernement et être le parti au pouvoir en Palestine. Pendant un an, les discussions achoppent et les entraves de la part de la communauté internationale se multiplient. Le Hamas ne pouvant pas former un gouvernement se replie sur Gaza, sa base forte. Il a chassé ce qui restait de l'Autorité palestinienne et a établi un gouvernement parallèle. Depuis juin 2007, on a en

réalité deux gouvernements palestiniens.

«C'est le point de départ du blocus de Gaza, organisé par Israël et appuyé par l'Egypte: en réaction à cette prise de Gaza par le Hamas va s'installer une politique de fermeture totale, aérienne, terrestre et maritime qui va contraindre les conditions de vie à l'intérieur de la bande de Gaza. Le projet de Trump, aujourd'hui, s'inscrit dans les suites de cette punition collective des habitants et avance vers leur dépossession totale.»

2020 UN PREMIER PLAN IMMOBILIER POUR GAZA

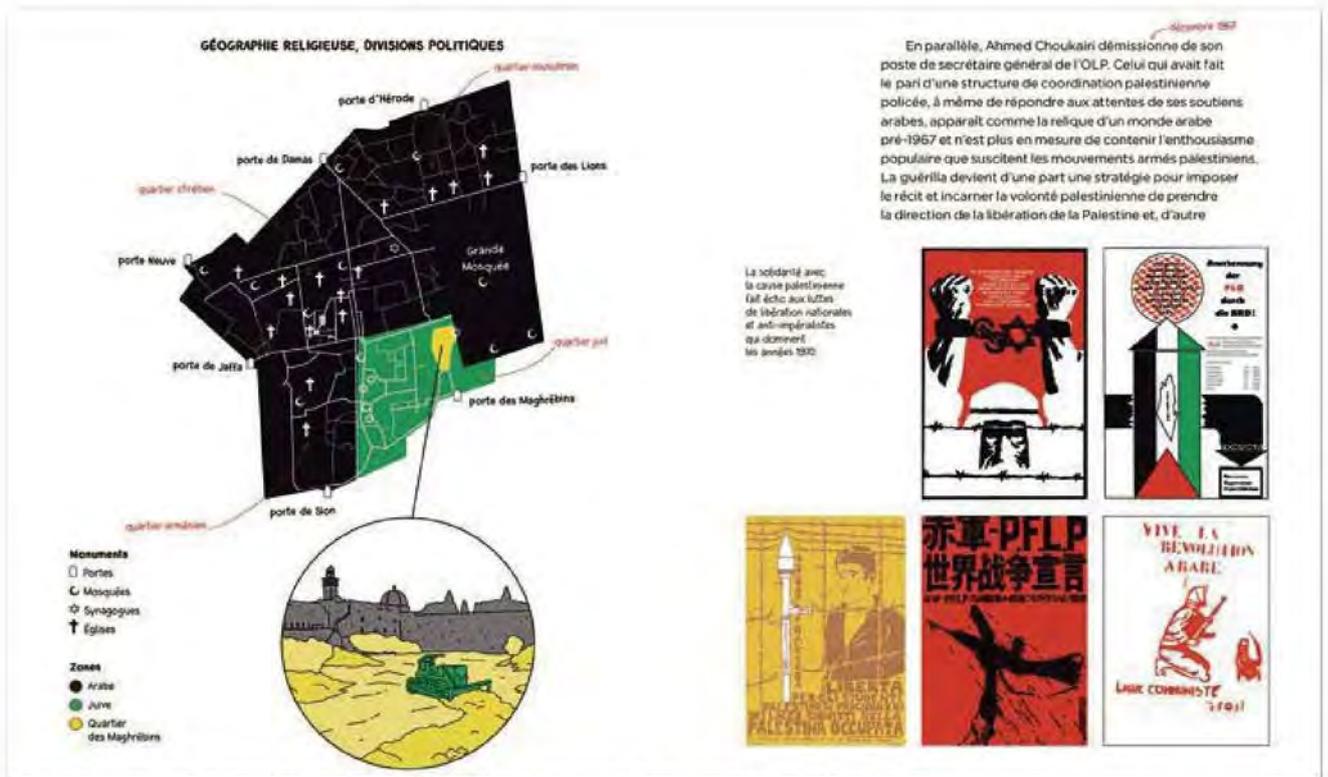
«Un premier plan a été publié par la Maison Blanche sous Donald Trump en janvier 2020. Intitulé "Peace to Prosperity" (*de la paix à la prospérité*), il est piloté par le gendre de Trump, Jared Kushner. A l'époque, Trump ne parlait pas d'une "Côte d'Azur du Moyen-Orient", mais d'une Singapour. Il imaginait des îles artificielles adossées à Gaza, et reconnaissait une grande partie de la souveraineté israélienne sur la Cisjordanie. C'était un plan très fouillé, qui comptait sur une imbrication économique poussée entre les sociétés israélienne et palestinienne.

Aujourd'hui, c'est le même plan, mais sans les Palestiniens. Donald Trump voit comme une aubaine le fait que la bande de Gaza est détruite. Sa vision n'a pas changé. Elle s'est juste adaptée, pour le pire, à la situation humanitaire de janvier 2025.»

«Donal Trump met à mort [...] la solution à deux Etats. En transformant Gaza en projet immobilier au profit d'une autre nation.»



En 1967, durant la guerre des Six Jours, des Palestiniens sur le pont Allenby détruit afin d'empêcher le passage des forces israéliennes. PHOTO T. FINCHER, GETTY IMAGES



Communautés religieuses à Jérusalem en 1967. Planche issue de *Comprendre la Palestine*. A. DE PIN